

Etablissement Français du Sang

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes consolidés**

(Exercice clos le 31 décembre 2022)

PricewaterhouseCoopers Audit
Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Versailles
et du Centre
63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

KPMG SA
Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Versailles
et du Centre
Tour Egho – 2, avenue Gambetta
92066 Paris La Défense Cedex

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

(Exercice clos le 31 décembre 2022)

Aux Autorités de Tutelle
Etablissement Français du Sang
20, avenue du Stade de France
93210 Saint-Denis

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le Conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de l'Etablissement Français du Sang relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français applicables aux établissements publics nationaux, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion de l'Ordonnateur.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de l'Ordonnateur, de l'Agent comptable et des personnes constituant la gouvernance relatives aux comptes consolidés

Il appartient à l'Agent comptable, en relation avec l'Ordonnateur, d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français applicables aux établissements publics nationaux ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'ils estiment nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à l'Ordonnateur d'évaluer la capacité de l'établissement à poursuivre son exploitation, et à l'Agent comptable de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'établissement ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par l'Ordonnateur et l'Agent comptable.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre établissement.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'établissement à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris La Défense, le 15 mars 2023

Les commissaires aux comptes

KPMG SA

PricewaterhouseCoopers Audit

 ROMAIN MERCIER

Romain Mercier
Associé

 Florence Pestie

Florence Pestie
Associée



ETABLISSEMENT FRANÇAIS DU SANG

20, Avenue du Stade de France, 93218 La Plaine Saint Denis

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

AU 31 DECEMBRE 2022

Sommaire

BILAN.....	3
COMPTE DE RESULTAT	4
TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE	5
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDE.....	6
ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES	7
1. Description synthétique du Groupe.....	7
2. Faits caractéristiques de l'exercice	7
3 Organigramme et périmètre du groupe	14
3.1 Organigramme du groupe au 31 décembre 2022	14
3.2 Périmètre de consolidation au 31 décembre 2022	14
4 Principes et méthodes comptables.....	15
4.1 Règles générales d'établissement et de présentation des comptes	15
4.2 Principes de consolidation.....	15
4.3 Conversion monétaire.....	15
4.4 Opérations diverses	16
4.5 Frais de recherche et de développement et crédit d'impôt correspondant	16
4.6 Ecart d'acquisition.....	16
4.7 Immobilisations incorporelles	17
4.8 Immobilisations corporelles	17
4.9 Bien acquis par un crédit-bail	18
4.10 Dépréciation des actifs immobilisés.....	18
4.11 Immobilisations financières.....	18
4.12 Stocks et encours	19
4.13 Créances	19
4.14 Trésorerie active	19
4.15 Provisions pour risques et charges.....	19
4.16 Retraites et autres engagements vis-à-vis du personnel.....	20
4.17 Passifs éventuels.....	20
4.18 Intéressement et plan d'épargne salariale	20
4.19 Résultat exceptionnel	21
4.20 Critères d'appréciation retenus pour l'identification des opérations exceptionnelles	21
4.21 Impôts sur les sociétés et impôts différés	21
5 Notes sur le Bilan	22
5.1 Ecart d'acquisition.....	22

5.2	Immobilisations incorporelles et corporelles	24
5.3	Immobilisations financières.....	26
5.4	Stocks et en-cours	27
5.5	Créances clients et autres créances	28
5.6	Trésorerie	29
5.7	Provisions pour risques et charges.....	29
5.8	Emprunts et dettes financières.....	29
5.9	Autres passifs à court terme	30
5.10	Produits constatés d'avance	30
6	NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT	31
6.1	Chiffre d'affaires	31
6.2	Autres produits	31
6.3	Autres provisions et charges d'exploitation	31
6.4	Résultat d'exploitation	32
6.5	Résultat financier	32
6.6	Impôts sur les bénéfices	32
6.7	Résultat net consolidé.....	33
7.1	Engagements hors bilan	33

ETATS DE SYNTHESE

BILAN

Actif en EUR	31/12/2022	31/12/2021
Immobilisations incorporelles	12 699 794	16 073 014
<i>Dont Ecart d'acquisition</i>		
Immobilisations corporelles	270 462 761	270 262 830
Immobilisations financières	24 661 572	24 263 933
Actif immobilisé	307 824 127	310 599 777
Stocks et en-cours	79 504 825	71 763 872
Clients et comptes rattachés	181 664 961	169 579 921
Actifs d'impôts différés	178 515	355 940
Autres créances	23 795 210	40 732 315
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités	42 505 100	91 072 464
Actif circulant	327 648 611	373 504 512
Comptes de régularisation	5 775 218	4 469 717
Total Actif	641 247 956	688 574 006
Passif	31/12/2022	31/12/2021
Capital	53 357 156	53 357 156
Primes d'émission, de fusion, d'apport	1 602 932	1 860 108
Réserves	261 673 312	254 540 053
Résultat groupe	-48 252 332	7 073 351
Capitaux propres - Part du groupe	268 381 068	316 830 668
Intérêts minoritaires	3 076 750	4 959 362
Autres fonds propres	605 996	830 996
Provisions	160 928 488	147 213 625
Emprunts et dettes financières	22 000 139	26 769 654
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	100 410 455	100 723 946
Dettes fiscales et sociales	48 040 650	52 347 311
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	18 247 480	20 617 787
Autres dettes	2 157 439	1 375 620
Dettes	190 856 163	201 834 318
Comptes de régularisation	17 399 491	16 905 037
Total Passif	641 247 956	688 574 006

COMPTE DE RESULTAT

En EUR	31/12/2022	31/12/2021
Ventes de marchandises	7 098 683	6 838 710
Production vendue	904 418 440	902 326 369
Chiffre d'affaires	911 517 123	909 165 079
Production stockée et immobilisée	6 159 478	-1 011 045
Subventions d'exploitation	26 433 326	41 723 734
Reprises sur provisions	128 651 511	133 297 997
Autres produits	17 542 536	14 896 403
Produits d'exploitation	178 786 851	188 907 089
Achats et variations de stocks	182 565 718	192 959 403
Autres achats et charges externes	247 199 771	240 366 181
Impôts et taxes	21 929 892	21 951 059
Charges de personnel	483 256 856	464 045 404
Dotations aux amortissements des immobilisations	45 463 651	42 911 401
Dotations aux provisions pour risques et charges	69 708 481	57 450 578
Autres provisions et charges d'exploitation	91 079 071	75 225 889
Charges d'exploitation	1 141 203 440	1 094 909 915
Résultat d'exploitation	-50 899 466	3 162 253
Perte supportée ou bénéfice transféré	325 034	252 751
Produits financiers	1 168 615	2 989 154
Charges financières	972 138	2 480 663
Résultat financier	196 477	508 491
Résultat courant avant impôt	-51 028 023	3 417 993
Produits exceptionnels		
Charges exceptionnelles		
Résultat exceptionnel		
Impôt sur le résultat	-879 768	-3 802 343
Résultat des sociétés intégrées	-50 148 255	7 220 336
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisitions		
Résultat d'ensemble consolidé	-50 148 255	7 220 336
Résultat groupe	-48 252 332	7 073 351
Résultat hors-groupe	-1 895 923	146 985

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

En EUR	31/12/2022	31/12/2021
Résultat net consolidé	-50 148 255	7 220 336
Amortissements et provisions	55 075 777	35 461 858
Variation des impôts différés	177 425	-37 753
Plus-values de cession, nettes d'impôt	7 782 262	-5 476 481
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	12 887 209	37 167 960
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-5 374 409	12 817 078
Flux net de trésorerie généré par l'activité	7 512 800	49 985 038
Acquisition d'immobilisations	-57 156 079	-51 778 358
Cession d'immobilisations, nettes d'impôt	6 467 309	8 449 358
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-50 688 770	-43 329 000
Subventions d'investissement reçues	347 983	295 328
Emissions d'emprunts		
Remboursements d'emprunts	-5 738 709	-5 878 223
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-5 390 726	-5 582 895
Incidence des variations de cours des devises		
Variations de trésorerie	-48 566 696	1 073 143
Trésorerie d'ouverture	91 066 798	89 993 655
Trésorerie de clôture	42 500 102	91 066 798

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDE

En EUR	Capital	Réserves	Résultats	Autres	Total part groupe	Intérêts minoritaires
Capitaux propres N-2	53 357 156	255 505 644	1 247 136	-35 416	310 074 520	4 838 800
Correction des A nouveaux						
Affectation en réserves		1 247 136	-1 247 136			
Distributions de dividendes						
Variation de capital						
Résultat N-1			7 073 351		7 073 351	146 985
Variations des écarts de conversion				-118 908	-118 908	-26 425
Incidence des réévaluations						
Entrée de périmètre						
Sortie de périmètre						
Changement de méthode						
Restructuration fusion						
Changement d'intérêts						
Variation de périmètre						
Autres variations		-198 295			-198 295	2
Capitaux propres N-1	53 357 156	256 554 485	7 073 351	-154 324	316 830 668	4 959 362
Correction des A nouveaux						
Affectation en réserves		7 073 351	-7 073 351			
Distributions de dividendes						
Variation de capital						
Résultat N			-48 252 332		-48 252 332	-1 895 923
Variations des écarts de conversion				59 905	59 905	13 313
Incidence des réévaluations						
Entrée de périmètre						
Sortie de périmètre						
Changement de méthode						
Restructuration fusion						
Changement d'intérêts						
Variation de périmètre						
Autres variations		-257 173			-257 173	-2
Capitaux propres N	53 357 156	263 370 663	-48 252 332	-94 419	268 381 068	3 076 750

Les autres variations de (257 k€) sont relatives aux subventions d'investissement comptabilisées par EFS en primes d'émission. Leur variation est constituée de :

- Subventions reçues +111 k€
- Subventions versées en résultat (368 k€)

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

1. Description synthétique du Groupe

L'Etablissement Français du Sang (EFS) est un établissement public de l'Etat et opérateur unique de la transfusion sanguine en France. Il détenait la totalité des actions composant le capital de Diagast SAS à la date de la première consolidation du Groupe. Suite à l'ouverture du capital de Diagast en 2017, l'EFS est détenteur de 81.8 % des actions de cette entité.

Diagast SAS est spécialisée dans la production et la commercialisation d'automates et de réactifs. Elle est un fournisseur de l'EFS.

2. Faits caractéristiques de l'exercice

2.1 Situation financière de l'EFS et perspectives

L'activité de l'EFS a connu une baisse significative en 2022 à la fois concernant les cessions de produits sanguins labiles et les cessions de plasma pour fractionnement.

La décision d'une dépréciation éventuelle des actifs de production à ce titre n'a pas été retenue dans la mesure où, à ce stade, la persistance de cette situation n'est pas avérée.

L'activité de cessions de produits sanguins labiles :

L'EFS fait face à une baisse d'activité substantielle en 2022.

Ainsi, la baisse de cessions des PSL s'élève à 3,1%, baisse portée par une diminution de cessions des poches de concentrés de globules rouges de 81 711 poches en 2022 versus 2021, soit -3,5%. Les cessions de CGR aux établissements de santé (2 220 746 poches en 2022) représentent 79,7% du total des cessions de PSL.

Cette baisse d'activité des cessions de CGR, bien qu'elle soit substantielle, ne remet pas en question le dimensionnement des actifs de production strictement nécessaires à la réalisation de cette activité au sein de l'Etablissement. En effet, le maillage territorial des collectes reste inchangé avec une volonté d'être présent sur l'entièreté du territoire, et une volonté de pouvoir proposer une offre de collectes suffisante pour accueillir les donneurs.

Il est à noter par ailleurs que des difficultés importantes liées à l'organisation des collectes (disponibilité des lieux de collectes notamment) et des problématiques RH (recrutement, absentéisme, turnover) perdurent sur l'exercice, complexifiant l'activité de prélèvement. Ces facteurs qui restent conjoncturels sont compensés en partie par le maillage territorial et le développement d'une offre variée.

Dans ce contexte, la valorisation des actifs de production (collecte, préparation, qualification biologique du don) n'appelle pas le passage d'une provision de dépréciation de ces actifs.

L'activité de plasma pour fractionnement

Les cessions de plasma pour fractionnement atteignent 782 041 litres en 2022 contre 840 923 litres en 2021, soit une baisse de 58 881 litres (-7,0%). La part des volumes issus d'aphérèse dans les cessions de plasma pour fractionnement est de 24,5% en 2022, en diminution par rapport 2021 (part à 26,1%).

Les volumes issus d'aphérèse sont en baisse de 12,9%.

L'activité de plasmaphérèse a subi un double impact défavorable en 2022 : des difficultés d'organisation de la collecte et RH évoquées au sein du premier paragraphe, ainsi que l'effet lié à la réorientation de certains donneurs d'aphérèse vers des dons de sang total afin de maintenir le stock de PSL.

Toutefois, le budget 2023 approuvé en décembre 2022 reste volontariste en matière de développement du prélèvement d'aphérèse plasmatiche, avec une augmentation d'activité de près de 70 KL de plasmaphérèse en 2023 versus réel 2022 soit +36,6%. En effet, la pénurie de médicaments dérivés du plasma est importante avec des enjeux forts de souveraineté nationale, et l'EFS souhaite participer activement à ces enjeux.

La valorisation des actifs de production sur cette activité, en particulier les séparateurs d'aphérèses plasmatiques reste ainsi inchangée compte tenu de la nécessité de préserver l'outil de production sur cette activité, qui permettra de répondre au besoin en forte croissance. Si la croissance d'activité n'était pas constatée à mi-année 2023, l'EFS serait contraint de proposer un budget modificatif 2023 et de revoir sa position sur le provisionnement de ces actifs lors de l'arrête comptable du 30 juin 2023.

2.2 Contrôles externes

L'EFS n'a fait l'objet d'aucun contrôle de la Cour des Comptes en 2022, ni d'aucune notification d'ouverture d'un nouveau contrôle. Le dernier contrôle de la Cour des Comptes portait sur les années 2009 à 2017. Le jugement de la Cour est intervenu en janvier 2021 et est désormais clos.

Un contrôle fiscal a été ouvert pour la période 2018-2021 concernant les déclarations fiscales de l'EFS (avis de vérification de comptabilité par la DVNI du 4 juillet 2022)

Une première proposition de rectification (n° 3924-V-SD du 8 décembre 2022) a été notifiée à l'EFS concernant les CIR 2018 et IS 2019.

Le contrôle se poursuit pour les années 2019 à 2021. L'intégralité des éléments relevés à ce jour a été pris en compte dans la comptabilité de l'exercice 2022.

2.3 Immobilisations

2.3.1 Biens mis à disposition de l'EFS

La DGFIP a demandé aux établissements publics nationaux de comptabiliser à leur actif l'intégralité des biens immobiliers considérés comme contrôlés par les établissements (instruction DGFIP n° 2012/11/6584 du 18 décembre 2012).

Des discussions avec le Ministère de l'Economie et des Finances, il résulte que le contrôle par l'EFS des biens mis à disposition (MAD) est considéré acquis lorsque, pour un bien, les conditions suivantes sont cumulativement réunies :

- le loyer, net des remises significatives sur le chiffre d'affaires, est inférieur à 50 % de la valeur de marché moyenne, estimée à 70 €/m² (incluant de fait l'absence totale de loyer) ;
- l'EFS assure le financement des gros travaux normalement imputables au propriétaire.

L'intégration au bilan des biens mis à disposition de l'EFS s'est achevée en 2015 et fait l'objet de mises à jour régulières en fonction de l'occupation de nouveaux locaux ou au contraire de l'abandon par l'EFS de ces locaux. Pour 2022, les locaux du site de l'hôpital Marie Lannelongue en région parisienne ont été sortis des biens mis à disposition de l'EFS compte tenu d'un loyer dépassant désormais le critère de 70€/m².

Au 31 décembre 2022 figurent au bilan 25 biens mis à disposition et contrôlés pour un montant en valeur brute de 20 M€ dont 17,5 M€ pour les bâtiments et 2,5 M€ pour les terrains, en contrepartie d'un financement externe de l'actif.

Ces biens font l'objet d'un amortissement conforme aux pratiques habituelles de l'EFS (méthode des composants). Les financements externes de l'actif comptabilisés en contrepartie suivent le même plan d'amortissement, annulant tout impact sur le compte de résultat à ce titre.

2.3.2 Dépréciations d'immobilisations

Provision pour risque de délocalisation

Dans le cadre de la gestion de son parc immobilier et de l'optimisation de ses implantations sur l'ensemble du territoire, l'EFS réalise chaque année une enquête patrimoniale qui permet d'actualiser le risque de devoir quitter certains sites dans les 3 années à venir.

La valeur nette comptable des agencements immobiliers concernés fait l'objet d'une dépréciation mise à jour chaque année.

Au 31 décembre 2022, la dépréciation totale pour ces agencements s'élève à 1,4 M€.

2.3.3 Principaux travaux immobiliers

Compte tenu des mises en service de locaux effectuées dans le courant de l'année 2022, les travaux immobiliers en cours au 31 décembre 2022 sont en diminution de 5,4 M€ par rapport à 2021 et s'élèvent à 11,5 M€.

Les principaux travaux immobiliers en cours sont :

- Réhabilitation des sites de la région Centre Pays de la Loire : 2,7 M€
- Plateau technique de Loos Hauts de France : 1,2 M€
- Réhabilitation du site de Besançon : 1,4 M€
- Réhabilitations des sites de Purpan et Perpignan : 1,3 M€
- Locaux de l'activité de thérapie cellulaire de Bordeaux : 1 M€

En lien avec ces programmes de travaux, des mises en service de travaux immobiliers terminés ont été comptabilisées en 2022 :

- Site régional et de préparation de Rennes : 5,5 M€
- Travaux du site de Nantes : 2,9 M€
- Rénovation du site QBD Metz Tessa : 2,1 M€
- Rénovation des sites de Seclin et Valenciennes : 2,6 M€

2.4 Provisions pour risques et charges et dépréciations de l'actif

2.4.1 Construction Nancy Lobau et dossier CHU de Nancy

La mise en service de l'immeuble du site de Nancy-Lobau a été prononcée en date du 18 janvier 2015 après de nombreux aléas intervenus au cours de la période de construction prolongeant la durée des travaux au-delà des estimations initiales.

Une réclamation a été présentée par l'entreprise générale de travaux publics Halle, pour un montant de 6 M€ HT. Cette demande a été refusée par l'EFS car jugée contractuellement non fondée. L'entreprise a porté le contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy. La note d'avocat conclut à l'absence de démonstration de faute de l'EFS. Les préjudices éventuels que l'EFS aurait à connaître du fait de ces déboires de construction seraient à la charge de l'entreprise Halle.

Par ailleurs, le CHU de Nancy estimant avoir subi un préjudice du fait du retard pris pour la relocalisation des activités de l'EFS (à Lobau) a émis à l'encontre de l'EFS une réclamation indemnitaire de 908 082 € que l'établissement a rejetée.

Le CHU Nancy a sollicité auprès du ministère du budget l'engagement d'une procédure de mandatement d'office. Le 12 février 2020, l'Etat a rejeté cette demande au motif que la créance est trop incertaine pour donner lieu à telle procédure.

Le CHU de Nancy a saisi le tribunal administratif de Nancy par requête enregistrée le 17 juin 2020 en mettant en cause l'Etat pour cette décision.

Le tribunal administratif de Nancy a renvoyé la requête devant le TA de Paris par ordonnance du 27/09/2021.

A ce stade, le dossier a évolué avec une mise en cause directe de l'EFS devant le tribunal administratif de Paris.

L'affaire n'a fait l'objet d'aucun jugement en 2022.

Une provision pour risque avait été constituée à hauteur de 908 K€ à ce titre en 2021 et demeure inchangée.

2.4.2 Affaire Mérel

Pour rappel, les époux Mérel ont détourné des fonds à hauteur de 8,5 M€, dont 5,3 M€ sous période EFS. L'assurance Chubb a indemnisé l'EFS à hauteur de 3 M€.

Les époux Mérel ont été condamnés en audiences correctionnelles des 23 et 25 octobre 2013 à des peines de prison, maintenant terminées, et au remboursement de la somme détournée de 8,5 M€ ainsi qu'au paiement de 0,1 M€ pour préjudice moral.

Les sommes perçues par l'EFS sur la réalisation d'actifs des époux Mérel jusqu'en 2015 puis au titre de versements du pécule du prisonnier se sont élevées à 1,5 M€. Depuis 2019 des saisies sur les retraites des époux sont pratiquées chaque mois. Des saisies à tiers détenteur auprès d'organismes d'assurances-vie ont été diligentées en 2022.

Au total, les époux Mérel restent redevables de 7 M€ auprès de l'EFS. Cette créance est totalement provisionnée. Toutes les actions de recouvrement possibles se poursuivent de manière à réduire cette créance.

Par ailleurs, la mise en débet de l'agent comptable principal présent à cette période a fait l'objet d'une procédure de recours en cassation auprès du Conseil d'Etat qui a annulé l'arrêt initial de la Cour des Comptes.

Un jugement définitif de la Cour, rendu le 3 janvier 2018, a conclu à l'absence de toute charge à l'encontre de l'agent comptable principal.

Au vu de ces éléments, le Conseil d'Administration de l'EFS a émis un avis favorable à la demande de remise gracieuse des débits des ACS de Bretagne. Leur dossier est maintenant en attente de l'avis du Ministre des Finances.

2.4.3 Affaire Garretta

Pour rappel, par arrêté du 9 mai 2001, la cour d'appel de Versailles a condamné Michel Garretta à rembourser à la FNTS/EFS (dans le cadre de la reprise des droits et obligations de la FNTS par l'EFS) la somme de 0,9 M€. Cette créance productive d'intérêts, représente actuellement un montant de 1,6 M€ dans les comptes de l'EFS, totalement couverte par une provision à 100%.

Les différentes tentatives de recouvrement exercées depuis lors et jusqu'à présent par l'EFS se sont révélées infructueuses, notamment du fait de la mise en liquidation judiciaire de M. Garretta par jugement du tribunal de commerce de Bobigny du 12 septembre 2012.

La clôture de la procédure de liquidation prononcée le 26 février 2020, à la demande du liquidateur, au motif de l'insuffisance d'actif, éteint les chances de recouvrement de la créance de l'EFS qui avait été produite dans cette affaire.

Le ministère public ayant interjeté appel à l'encontre du jugement prononçant la clôture de la liquidation judiciaire de Michel Garretta, cette affaire a été plaidée devant la Cour d'appel de Paris. Le jugement rendu le 17 novembre 2020 confirme la clôture de la procédure collective de Michel Garretta.

La procureure générale près la cour d'appel de Paris a exercé, par acte en date du 3/02/2021, notifié à l'EFS, un pourvoi sollicitant la cassation et l'annulation pour violation de la loi de l'arrêt de la Cour d'appel de Paris du 17/11/2020 ayant confirmé la clôture de la procédure pour insuffisance d'actifs. Ce pourvoi a fait l'objet d'un rejet en date du 14 septembre 2022.

Le dossier est donc resté en attente en 2022. Pour 2023, il est à anticiper la proposition au Conseil d'Administration de l'EFS d'une admission en non-valeur de la créance de M. Garretta devenue totalement irrécouvrable. Cette non-valeur probable sera sans impact sur le résultat de l'EFS, la créance étant déjà provisionnée en totalité.

2.4.4 Service à Comptabilité Distincte (SACD) - contentieux transfusionnels

- **Contentieux organismes Tiers Payeurs**

L'article 67 de la loi du 17 décembre 2008 de financement de la sécurité sociale pour 2009 et ses décrets n° 2010-251 et n° 2010-252 du 11 mars 2010 ont confié à l'ONIAM un nouveau dispositif de règlement amiable des dommages imputables à des contaminations par le virus de l'hépatite C d'origine transfusionnelle. Ils ont également prévu la substitution de l'ONIAM à l'EFS dans le cadre des contentieux en cours concernant les demandes d'indemnisation introduites par les victimes auprès des anciens centres de transfusion sanguine (CTS) ou directement auprès de l'EFS depuis 2000.

Par ailleurs, afin de continuer à bénéficier de garanties assurantielles et de ne pas laisser l'entier financement à la CNAMTS, l'article 72 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 a ouvert une action directe de l'ONIAM contre les assureurs des anciens CTS ainsi qu'une action des tiers payeurs, notamment des CPAM, contre l'EFS afin de se voir rembourser les débours exposés, action ouverte uniquement si l'EFS peut mobiliser une garantie assurantielle. Le refus de garantie opposé par les assureurs des anciens centres de transfusion met en échec le dispositif et fait peser sur le seul EFS le poids des débours.

En vue de simplifier la gestion des dossiers réclamés par les CPAM à l'EFS, la loi de financement de la Sécurité Sociale pour 2021, dans son article 39, a ouvert aux CPAM la possibilité d'une action directe contre les assureurs de l'EFS lorsque leurs assurés ont été victimes de contaminations transfusionnelles.

La mise en oeuvre de cette mesure a fait l'objet de diverses réunions de cadrage courant 2021 ayant permis d'aboutir aux décisions suivantes :

1. pour les demandes amiables déjà adressées par les Caisses à l'EFS, l'EFS n'y donnera pas suite et les Caisses n'initieront pas de recours contre l'EFS ;
2. pour les demandes amiables futures, aucune nouvelle demande ne sera adressée à l'EFS ;
3. pour les contentieux judiciairisés en première instance, les Caisses procèderont à un désistement d'instance ;
4. pour les contentieux en appel, poursuite des instances initiées par l'EFS lorsqu'il a été condamné en première instance ;
5. concernant les actions initiées par les Caisses après défaite en première instance, gestion au cas par cas des éventuels désistements d'instance.

Les points 1 et 2 ont été mis en oeuvre dès 2021 et se poursuivent, l'EFS ne reçoit plus de demandes amiables de la part des Caisses. Toutes les provisions à ce titre ont été reprises en 2021.

Concernant les points 3 à 5, les audiences se déroulent en fonction des calendriers des différents tribunaux. Les provisions sont donc adaptées au fur et à mesure des décisions de justice. Les provisions constatées pour couvrir le risque de paiement des frais futurs dans lesquels l'EFS a déjà été condamné de manière définitive sont maintenues pour couvrir les risques futurs (1,3 M€)

Synthèse 2022								
	Dossiers 2021	Nb	Provision 2021	Dotations 2022	Reprises 2022	Provision fin 2022*	Dossiers 2022	Nb
Dossiers judiciairisés	2 773 431,45 €	✓ (17)	2 773 431,45 €	202 156,52 €	500 745,08 €	2 474 842,89 €	2 474 842,89 €	✓ (13)
Dossiers amiables				- €		- €		
Total	2 773 431,45 €	✓ (17)	2 773 431,45 €	202 156,52 €	500 745,08 €	2 474 842,89 €	2 474 842,89 €	✓ (13)
			(a)	(b)	(c)	(d) = (a)+(b)-(c)		
* la provision concernant les dossiers judiciairisés comprend la provision relative aux frais futurs pour un montant de						1 130 452,86 €	pour 10 dossiers	

Au cours de l'exercice 2022, la provision globale est passée de 2,8 M€ à 2,5 M€.

2.4.5 Autres contentieux hors du champ de l'ONIAM

Certains dossiers de contentieux transfusionnels se rapportant à des cas particuliers de victimes n'entrant pas dans le champ des prises en charge de l'ONIAM sont directement gérés par l'EFS.

Deux dossiers sont toujours en cours, dont l'un a fait l'objet d'un paiement pour 0,2 M€. Les appels étant toujours en cours et n'ayant fait l'objet d'aucune évolution en 2022, une provision de 1 M€ est maintenue dans les comptes.

2.4.6 Provision pour risques et charges fiscales

- **Provision pour TVA à régulariser sur les immobilisations**

Suite aux dispositions fiscales relatives à l'exonération de TVA de l'ensemble des produits sanguins à usage thérapeutique à compter du 1er janvier 2019, liées à la transposition dans la réglementation fiscale française d'une décision communautaire (Cour de Justice européenne du 5 octobre 2016), le coefficient d'assujettissement à la TVA de l'EFS a fortement baissé en 2019 puisqu'une grande partie de ses activités est désormais exonérée de TVA.

En conséquence, le coefficient général de récupération de TVA sur les dépenses est passé de 84% en 2018 à 14% en 2019. Ce taux est resté inchangé depuis.

Un reversement de la TVA initialement déduite sur les immobilisations par 1/5ème (biens meubles) ou 1/20ème (immeubles) sur la période restant à courir doit être effectué. Cette régularisation est intervenue à compter de l'exercice 2019 et consiste à reverser chaque année pendant 5 ans pour les biens meubles et pendant 20 ans pour les immeubles, le montant de TVA antérieurement déduite sur les immobilisations concernées.

Une provision intégrant la totalité des conséquences de cette mesure avait été constituée en 2019 à hauteur de 23 M€. Elle est partiellement reprise chaque année en fonction des reversements pris en compte.

➤ Pour 2022 : la reprise de provision à ce titre s'est élevée à 2,6 M€ ramenant le solde de la provision pour les années à venir à un total de 13,9 M€.

- **Provision pour conséquences du contrôle fiscal en cours**

Suite au contrôle fiscal en cours, l'EFS a reçu première proposition de rectification (n° 3924-V-SD du 8 décembre 2022) concernant le CIR 2018 et l'IS 2019.

Une dette d'IS au titre de 2019 a été comptabilisée en attente de réception du titre de recette émis par la DGFIP pour un montant de 1,8 M€ (omission de déclaration en 2019).

Une rectification de -0,4 M€ au titre du Crédit d'Impôt Recherche 2018 a également été prise en compte.

Au vu des motifs de redressement notifiés, il est à prévoir un risque de redressement pour les 3 CIR suivants de l'ordre de 0,25 M€ par année, soit une provision de 0,75 M€ constituée à ce titre.

Pour les exercices prochains, la définition d'une méthodologie de détermination du CIR, plus fiable, devra être mise en place.

- **Provision pour risque sur créance TVA en attente de réponse à rescrit**

Une nouvelle méthode de calcul du prorata de TVA récupérable a été envisagée. Ce nouveau calcul, plus avantageux pour l'EFS, a fait l'objet d'un rescrit adressé à l'Administration Fiscale le 19 décembre 2022. La réponse au rescrit est en attente au 31/12/2022.

Afin de ne pas laisser prescrire la TVA complémentaire susceptible d'être récupérée au titre de 2020, l'EFS a déclaré une créance de 3,6 M€ dans sa dernière déclaration de TVA de 2022. Compte tenu de l'incertitude quant

à l'aboutissement favorable ou non de la demande formulée par l'EFS dans le rescrit, une provision pour risque de même montant a été comptabilisée en 2022.

- **Provision pour risque de reversement d'indu de TVA aux clients**

A l'occasion de la modification du régime de TVA des produits sanguins intervenue en 2019 suite à la transposition dans la réglementation fiscale française d'une décision communautaire (Cour de Justice européenne du 5 octobre 2016), certains clients avaient sollicité le remboursement de la TVA facturée par l'EFS au cours des 3 années précédant la décision de la Cour de Justice Européenne.

Les tribunaux français saisis de ces demandes les avaient toutes rejetées jusqu'à présent, estimant que l'EFS n'intervenait que comme intermédiaire pour le compte de l'Etat dans le cadre de la TVA collectée.

En septembre 2022, la Cour Administrative d'Appel de Marseille en a jugé différemment, estimant que l'EFS se devait de restituer aux demandeurs une somme indûment perçue correspondant au montant de la TVA encaissée.

Les encours judiciairisés sur ce sujet s'élèvent à 1,1 M€ et ont donc fait l'objet d'une provision pour risque dans l'attente des décisions de l'appel formé par l'EFS.

2.4.7 Provisions relatives aux relations contractuelles

- **Provisions pour risque de pénalités sur le contrat de ventes au LFB**

Les objectifs contractuels de livraison de plasma au LFB n'ont pas été atteints en 2022. Le LFB a manifesté son intention de décompter les pénalités telles que prévues dans le contrat signé entre les parties. Le calcul estimatif de ces pénalités a conduit à la comptabilisation d'une provision de 2,6 M€.

- **Provisions pour demandes d'indemnités d'imprévision sur les marchés publics**

Dans le contexte de la flambée mondiale des cours de l'énergie et des matières premières, certains fournisseurs titulaires de marchés publics avec l'EFS, ont sollicité la prise en compte de leurs difficultés financières imprévisibles et demandé, conformément à la circulaire du Premier Ministre du 30/03/2022, que leurs soient accordées des indemnités d'imprévision.

Des négociations ont été ouvertes avec certains fournisseurs afin d'étudier les justifications comptables de leurs demandes et les réduire autant que possible.

Au total, une provision de 1,2 M€ a été constituée à ce titre pour 2022.

NB : des augmentations de prix pour les achats futurs ont également fait l'objet de demandes de la part des fournisseurs. Ces augmentations ne trouveront à s'appliquer que lors des achats à venir et ne sont donc pas pris en compte dans la provision de l'exercice 2022.

2.4.8 Stocks de sang placentaire

Le coût unitaire retenu pour la valorisation des unités de sang placentaire (USP) a été revu en 2016 de manière à exclure les coûts de sous-activité liés aux banques passives qui ne réalisent que du stockage.

Les points suivants ont été retenus :

- non prise en compte des coûts d'exploitation des banques passives dans le calcul du coût de revient ;
- intégration de la facturation aux maternités des consommables fournis par l'EFS utilisés lors des prélèvements;
- intégration des éventuelles subventions d'exploitation reçues au titre de l'activité de production.

En intégrant ces changements, on obtient un coût de revient par USP de 3 949 € pour 2022 contre 3552 € pour 2021, soit une augmentation de +11%.

La méthode de calcul de la provision de base pour dépréciation des USP reste inchangée entre 2021 et 2022:

- actualisation du flux au taux OAT 30 ans / cession sur 30 ans : 3,04% à fin décembre 2022
- utilisation du dernier taux de rotation annuel connu : 0,16% à fin décembre 2022
- le flux est valorisé à sa valeur en stock selon les coûts de revient unitaires
- la différence entre la valeur brute du stock et le flux actualisé constitue la provision.

Le nombre de greffons stockés a augmenté passant à 48 610 USP à fin 2022, contre 31 330 USP à fin 2021.

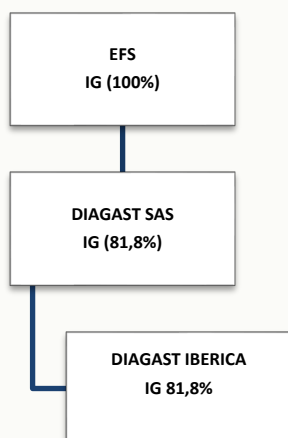
Le taux de rotation est passé de 0,25% en 2021 à 0,16% en 2022.

- Compte tenu de la baisse régulière du taux de rotation de ces produits, il a été décidé d'un complément de provision pour porter la provision pour dépréciation à 100% de la valeur du stock.

Au total, la provision passe de 65,1 M€ en 2021 à 65,8 M€ en 2022, soit une augmentation de 0,7 M€.

3 Organigramme et périmètre du groupe

3.1 Organigramme du groupe au 31 décembre 2022



3.2 Périmètre de consolidation au 31 décembre 2022

Le Groupe est composé de l'EFS et du sous-groupe DIAGAST qui comprend la société française DIAGAST (SAS) incluant son établissement situé en Inde et sa filiale Diagast Iberica en Espagne.

Unités	Adresses	31/12/2022			31/12/2021		
		Taux d'intérêt	Taux de contrôle	Méthode de conso.	Taux d'intérêt	Taux de contrôle	Méthode de conso.
Etablissement Français du Sang	20, Avenue du Stade de France , 93218 La Plaine Saint Denis	100,00 %	100,00 %	IG	100,00 %	100,00 %	IG
DIAGAST	0251 Avenue Eugène Avinée, Parc Eurasanté LOOS 59120	81,82 %	81,82 %	IG	81,82 %	81,82 %	IG
DIAGAST IBERICA	Calle SOBERANIA 2, GALAPAGAR (MADRID)	81,82 %	100,00 %	IG	81,82 %	100,00 %	IG

IG: intégration globale

4 Principes et méthodes comptables

4.1 Règles générales d'établissement et de présentation des comptes

Les comptes consolidés du Groupe EFS ont été arrêtés selon les obligations des établissements publics de l'Etat résultant de la combinaison des articles 135 et 136 de la loi n° 2003-706 du 1er août 2003 de sécurité financière.

Les comptes consolidés du Groupe EFS au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2022 sont établis conformément aux dispositions du règlement de l'Autorité des Normes Comptables ANC n° 2020-01 du 6 mars 2020 relatif aux sociétés commerciales et entreprises publiques.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, conformément aux hypothèses de base :

- continuité d'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables ;
- indépendance des exercices ;

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes consolidés.

4.2 Principes de consolidation

Les comptes de ces sociétés, placées directement ou indirectement sous le contrôle exclusif du groupe EFS, sont consolidés par la méthode de l'intégration globale.

Toutes les sociétés consolidées par le Groupe établissent une clôture annuelle au 31 décembre.

Toutes les transactions et tous les soldes intragroupes significatifs entre les sociétés appartenant au Groupe sont éliminés.

4.3 Conversion monétaire

Les états financiers de l'établissement DIAGAST situé en Inde sont convertis en euros par application de la méthode suivante :

- les postes de bilan, hormis les capitaux propres, sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture des comptes ;
- les capitaux propres sont maintenus au cours historiques ;
- les postes du compte de résultat sont convertis au cours moyen de change de l'exercice.

Les différences de conversion sont portées à la rubrique « écarts de conversion » dans les capitaux propres du groupe.

4.4 Opérations diverses

Les ventes ainsi que les achats en devises étrangères sont comptabilisées au cours en vigueur à la date d'émission de la facture et de comptabilisation du chiffre d'affaires, ou au cours de couverture dans le cas où la Société a contracté un instrument qui fige le cours de la devise à l'échéance.

Les dettes, créances et disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours du dernier jour de l'exercice. Les pertes et gains de change latents sur soldes monétaires en devises ne faisant pas l'objet de couverture et la différence éventuelle entre le montant valorisé au cours de couverture et le montant enregistré initialement au cours du jour de l'opération est constatée en résultat financier.

4.5 Frais de recherche et de développement et crédit d'impôt correspondant

Les frais de recherche et développement composés essentiellement de dépenses de personnel, d'achats de consommables, de travaux et études sous-traités et de charges d'amortissement d'immobilisation sont enregistrés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont engagés.

Ces frais ouvrent droit en France, sous certaines conditions, à un crédit d'impôt enregistré à la clôture de l'exercice. Lorsqu'il n'a pu être utilisé pour compenser un impôt dû, le crédit d'impôt fait l'objet d'un remboursement au terme d'un délai de trois ans qui suit sa constatation.

4.6 Ecart d'acquisition

Toutes les prises de contrôle exclusif doivent être comptabilisées selon la méthode générale de la juste valeur. Selon cette méthode, le coût d'acquisition des titres et les actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition sont évalués à la juste valeur et l'écart d'acquisition positif qui en résulte est comptabilisé à l'actif du bilan.

Coût d'acquisition

Le coût d'acquisition des titres est égal au montant de la rémunération remise au vendeur par l'acquéreur majoré de tous les autres coûts directement imputables à l'acquisition en nets d'impôts.

Lorsque la convention d'acquisition prévoit un ajustement de prix d'acquisition dépendant d'un ou plusieurs événements, le montant de la correction doit être inclus dans le coût d'acquisition à la date d'acquisition si cet ajustement est probable et si le montant peut être mesuré de façon fiable.

L'écart d'acquisition positif est inscrit à l'actif immobilisé et amorti sur une durée qui doit refléter, aussi raisonnablement que possible, les hypothèses retenues et les objectifs fixés et documentés lors de l'acquisition.

Les écarts d'acquisition sont amortis de façon linéaire sur une durée de 5 ans.

Actifs et passifs identifiables

Les actifs et passifs identifiables de l'entreprise acquise, y compris les éléments incorporels, sont des éléments susceptibles d'être évalués séparément dans des conditions permettant un suivi de leur valeur. Pour les actifs incorporels, tel peut-être notamment le cas des brevets, marques et relations contractuelles avec les clients.

Un actif incorporel est reconnu et inscrit séparément au bilan consolidé dès lors qu'il répond aux conditions de définition et de comptabilisation du règlement n°2020-01. Son évaluation doit être faite selon des critères objectifs et pertinents, essentiellement fondés sur sa valeur de marché s'il en existe une ou sur les avantages économiques futurs qu'il permettra de dégager.

4.7 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition initial diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

Toutes les immobilisations incorporelles ont une durée de vie définie et sont amorties sur la base de leur durée d'utilité estimée, selon le mode linéaire et sur les bases suivantes :

Immobilisation	Durée d'amortissement
Frais de R&D	5 ans
Concessions, brevets	1 à 5 ans
Fonds commercial	Droit d'occupation non amortissable

Dans le compte de résultat, les charges d'amortissement des immobilisations incorporelles sont comptabilisées en « dotations aux amortissements sur immobilisations ».

4.8 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition initial diminué du cumul des amortissements.

Tous les biens corporels sont amortis sur la base de leur durée d'utilité en mode linéaire et comme ci-dessous suivant leur nature :

Immobilisations	Durée d'amortissement
Constructions	10 à 25 ans
Matériel industriel & installations techniques	5 à 15 ans
Installations, agencements et aménagements divers	10 à 15 ans
Matériel de bureau et informatique	3 à 10 ans
Mobilier	10 ans

Dans le compte de résultat, les charges d'amortissement des immobilisations corporelles sont comptabilisées en « dotations aux amortissements sur immobilisations ».

4.9 Bien acquis par un crédit-bail

Les biens financés par un contrat de crédit-bail, qui transfère au Groupe les risques et avantages liés à la propriété, ou dont la valeur actualisée des loyers est environ égale à la valeur à neuf du bien, sont comptabilisés dans les immobilisations avec en contrepartie, l'inscription d'une dette financière.

Ils sont amortis sur la durée de vie du bien lorsque le contrat est assorti d'une option d'achat ou sur la durée résiduelle du contrat. La dotation aux amortissements correspondante est comprise dans les charges d'amortissement.

4.10 Dépréciation des actifs immobilisés

A chaque clôture, le Groupe examine si un indice de perte de valeur existe sur ses actifs immobilisés. En cas d'indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué de manière à vérifier que la valeur nette comptable n'est pas supérieure à la valeur actuelle.

La valeur actuelle est la plus haute de la valeur vénale et de la valeur d'usage. La valeur vénale correspond au montant, net des coûts de sortie, qui pourrait être obtenu, à la date de la clôture, de la vente de l'actif, lors d'une transaction conclue à des conditions normales de marché. La valeur d'usage est déterminée en fonction des flux nets de trésorerie attendus.

Si la valeur actuelle est inférieure à la valeur nette comptable des actifs, une perte de valeur est comptabilisée afin de ramener cette dernière à sa valeur actuelle. La nouvelle valeur de l'actif est amortie prospectivement sur la durée de vie résiduelle de l'actif.

4.11 Immobilisations financières

Ce poste regroupe les titres de participation non consolidés, les dépôts et cautionnements versés et les prêts. Les titres de participation non consolidés sont enregistrés à leur coût d'acquisition (prix d'achat augmenté des frais d'acquisition) ou à leur valeur d'apport.

Lorsque leur valeur d'inventaire à la date de clôture est inférieure à la valeur comptabilisée, une provision pour dépréciation est constituée pour le montant de la différence. La valeur d'inventaire des titres est appréciée sur la base de critères tels que la quote-part de situation nette, l'évolution du chiffre d'affaires et la rentabilité durable.

Les prêts constitutifs de la participation de la société à l'effort construction sont inscrits au bilan pour leur valeur comptable.

4.12 Stocks et encours

Les stocks et en-cours de production sont valorisés de la manière suivante :

- la valeur brute des approvisionnements correspond au prix d'achat augmenté des frais accessoires d'achat à l'exception de toute valeur ajoutée ;
- les en-cours de production sont valorisés à leur coût de revient en fonction de l'état d'avancement des travaux ;
- le stock de consommables est valorisé selon la méthode du « prix unitaire moyen pondéré » ;
- le stock de produits finis est valorisé sur la base des coûts de revient issus de la comptabilité analytique.

Une dépréciation des stocks est constatée lorsque la valeur nette de réalisation de ces stocks est inférieure à leur valeur nette comptable.

4.13 Créances

Les créances clients sont valorisées à leur valeur nominale.

Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. Les créances identifiées comme douteuses font l'objet d'une dépréciation spécifique, déterminée au cas par cas, en fonction des garanties et des risques estimés.

4.14 Trésorerie active

La trésorerie brute inclut les disponibilités et équivalent de disponibilités ainsi que les valeurs mobilières de placement.

Les disponibilités et équivalents de disponibilités sont constitués par les liquidités immédiatement disponibles et par les placements à court terme, sans risque en capital, dont l'échéance est généralement inférieure ou égale à trois mois à leur date d'acquisition.

Les valeurs mobilières de placement sont constituées des actions propres détenues dans le cadre d'un contrat de liquidité.

4.15 Provisions pour risques et charges

Des provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation, légale ou implicite, vis-à-vis d'un tiers, résultant d'événements passés et dont il est probable qu'elle se traduira par une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente.

Une provision pour indemnités de départ à la retraite est comptabilisée conformément à la recommandation 2003-R01 du CNC.

4.16 Retraites et autres engagements vis-à-vis du personnel

Les engagements pour indemnités de fin de carrière sont déterminés selon les méthodes et hypothèses suivantes :

- a) hypothèse d'un âge moyen de départ à la retraite à l'âge de 63 ans ;
- b) indemnité de départ à la retraite, qui est fixée par comparaison entre l'indemnité conventionnelle et l'indemnité légale, l'indemnité retenue étant celle qui est la plus favorable des deux ;
- c) les charges sociales attachées sont provisionnées en fonction du pourcentage moyen annuel de charges sur salaires de 41,70 %
- d) le taux d'actualisation appliqué correspond à l'OAT TEC 20 ans, soit 3,27 %;
- e) la table de mortalité utilisée est celle des années 2018-2020 de source INSEE avec distinction homme/femme ;
- f) le turn-over a été déterminé à partir d'un turn-over moyen par tranche d'âge de 3,65% pour l'EFS (3,12% en 2021); pour Diagast, le taux de turn-over est calculé par catégorie socio-professionnelle et tranche d'âge de 7,67%;
- g) les salaires ont été revalorisés selon un taux moyen annuel de 3,12 % pour l'EFS et 1,08% pour Diagast SAS.

Pour rappel, il a été décidé d'adopter pour l'EFS, au 31 décembre 2014, la recommandation ANC n°2014-02, permettant d'appliquer la méthode du corridor.

4.17 Passifs éventuels

Un passif éventuel est :

- Soit une obligation potentielle de l'entreprise à l'égard d'un tiers résultant d'événements dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance, ou non, d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entreprise ;
- Soit une obligation de l'entreprise à l'égard d'un tiers dont il n'est pas probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Les passifs éventuels ne sont pas comptabilisés au bilan ; ils sont mentionnés en annexe.

4.18 Intéressement et plan d'épargne salariale

L'accord d'intéressement se concentre sur les objectifs stratégiques de l'Etablissement, en fixant trois critères d'allocation de l'intéressement :

- **l'efficience de l'EFS**, basée sur le rapport de l'excédent brut d'exploitation sur le chiffre d'affaires ;
- **l'autosuffisance de l'EFS**, basée sur le niveau des stocks en CGR (Concentrés de Globules Rouges) ;
- **la dimension « sécurité et qualité »** de l'activité, constitué par l'absence de la mise en demeure de l'ANSM (Agence Nationale de Sécurité du Médicament et des produits de santé) sur l'année considérée.

Un bonus d'intéressement est calculé en cas de progression du taux de fidélisation des donneurs d'une année sur l'autre.

L'EFS a mis en place un Plan d'Epargne Entreprise (PEE) et un Plan d'Epargne Retraite Collectif (PERECO), externalisés auprès d'un organisme qui gère les fonds déposés.

4.19 Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel intègre les éléments exceptionnels de l'activité ordinaire ainsi que les éléments extraordinaires de la période pour Diagast.

L'application de l'instruction comptable M9 à l'EFS conduit à intégrer dans le résultat d'exploitation tous les éléments exceptionnels de l'activité ordinaire.

4.20 Critères d'appréciation retenus pour l'identification des opérations exceptionnelles

Les éléments ne se rapportant pas aux activités ordinaires de l'entreprise sont comptabilisés dans le résultat exceptionnel. Les éléments des activités ordinaires même exceptionnels par leur fréquence ou leur montant sont compris dans le résultat courant.

4.21 Impôts sur les sociétés et impôts différés

Les impôts différés sont constatés dans le compte de résultat et au bilan selon la conception étendue pour tenir compte du décalage entre les valeurs comptables et les valeurs fiscales des actifs et passifs.

En application de la méthode du report variable, les impôts différés sont ajustés, chaque année, en fonction des changements des taux d'imposition en vigueur à la date de clôture.

Les actifs d'impôts différés sont pris en compte :

- à hauteur des passifs d'impôts différés arrivant à échéance dans la période au cours de laquelle ces actifs restent récupérables ;
- ou lorsqu'il est probable que l'entreprise pourra les récupérer grâce à l'existence d'un bénéfice imposable attendu dans le futur.

5 Notes sur le Bilan

5.1 Ecart d'acquisition

Ecart d'acquisition	Ouverture	Augmentation s	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Montant brut	1 661 344					1 661 344
Amortissement	1 661 344					1 661 344
Ecart d'acquisition nette						

L'écart d'acquisition concerne l'acquisition en 2014 de la société Abo-Diag qui a fait l'objet d'une transmission universelle de patrimoine dans DIAGAST en 2016.

Le coût d'acquisition est constitué par :

- le prix de base de 3 M€ ;
- le montant des frais d'acquisition des titres ABO DIAG de 6 506 € correspondant aux dépenses nettes d'impôts directement liées à l'acquisition et engagés avant l'acquisition tels que notamment les frais de conseils (honoraires relatifs à des conseils de nature comptable, juridique, fiscale, en stratégie et études de marché, en environnement ou en ressources humaines) ainsi que les frais relatifs aux formalités légales et dépenses liées.

Calcul de l'écart d'acquisition

Compte tenu des éléments décrits ci-dessus le calcul de l'écart d'acquisition se présente comme suit :

Prix payé	3 000 000
Frais d'acquisition	6 506
Coût d'acquisition	3 006 506
Capitaux propres ABO DIAG 31/12/2013	1 017 960
Réévaluation des actifs incorporels	490 804
Impôt différé passif relatif à la réévaluation	- 163 601
Provision pour indemnité de départ en retraite	-
Total des actifs et passifs identifiables	1 345 163
Ecart d'acquisition	1 661 343
Amortissement annuel de l'écart d'acquisition	332 269

L'écart d'acquisition positif, correspondant à la prime payée par DIAGAST en contrepartie d'avantages procurés par la prise de contrôle, (élimination d'un concurrent, accès à un nouveau marché...), non attribuable directement à des éléments d'actif, sera amorti sur 5 ans. Cette durée reflète, selon la direction de la société, aussi raisonnablement que possible les hypothèses retenues et les objectifs fixés lors de l'acquisition.

En ce qui concerne le complément de prix Objectif Performance, celui-ci est directement lié à la capacité effective d'adapter la technologie aux différents besoins d'analyses en immuno-hématologie

(IH) dont la Recherche d'Anticorps Irréguliers (RAI). Les modalités d'évaluation de l'Objectif de Performance sont décrites dans le Protocole d'Evaluation qui figure en annexe du contrat de cession. Selon le contrat de cession, « les résultats de cette évaluation devront être disponibles dans un délai maximum de douze mois à compter de la date de réalisation », soit le 13 mars 2015.

Allocation du prix d'acquisition : actifs et passifs identifiables

Il a été convenu que l'intégration d'ABO-DIAG dans le périmètre de consolidation serait réalisée sur la base des comptes arrêtés au 31 décembre 2013 et certifiés par le commissaire aux comptes.

Les comptes arrêtés au 31 décembre 2013 présentaient un total de capitaux propres égal à 1.017.960€.

On rappelle que le rapport du cabinet LAVOIX a été présenté lors de la réunion du 7 janvier 2015 et repose sur une moyenne arithmétique de quatre méthodes d'évaluation :

- estimation par la méthode des coûts ;
- estimation par la méthode des bénéfices ;
- estimation par la méthode du coefficient technique ;
- estimation par la méthode des redevances.

Elle s'élève à 635 K€ pour la première famille de brevets et à 975 K€ pour la seconde famille.

Cette évaluation, dont le montant total s'élève donc à 1.610 K€, constitue la totalité de l'actif incorporel identifiable. Compte tenu des actifs incorporels comptabilisés dans les comptes sociaux, le poste « concessions, brevets et droits similaires » doit être réévalué à hauteur de 1.610.000 – 1.119.196 soit 490.804 €.

La première famille de brevets dont la protection court jusqu'en 2028 sera amortie sur 14 ans et la seconde famille dont la protection va jusqu'en 2033 sera amortie sur 19 ans.

Compte tenu des éléments décrits ci-dessus le calcul de l'amortissement de l'écart d'évaluation se présente comme suit :

	Valeur initiale	Durée d'Amortissement	Valeur réévaluée	Ecart de réévaluation	Amortissement annuel de l'écart de réévaluation
Evaluation de la 1ère famille de brevets		14 ans	635 000		13 827
Evaluation de la 2ème famille de brevets		19 ans	975 000		15 643
Total	1 119 196		1 610 000	490 804	29 470

5.2 Immobilisations incorporelles et corporelles

La variation des immobilisations incorporelles se présente comme suit :

Valeurs brutes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Reclassements	Clôture
Frais de recherche et développement	5 417 756					5 417 756
Concessions, brevets et droits similaires	84 776 761	4 394 157	4 598 649		3 629 210	88 201 478
Fonds commercial	1 942 814					1 942 814
Autres immobilisations incorporelles	284 591	11 720				296 311
Immobilisations incorporelles en cours	7 952 416				-3 688 770	4 263 646
Avances, acomptes sur immo. incorporelles		20 160				20 160
Immobilisations Incorporelles brutes	100 374 338	4 426 037	4 598 649		-59 560	100 142 166

Amortissements et provisions	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Reclassements	Clôture
Frais de recherche et développement	5 155 190	156 427				5 311 617
Concessions, brevets et droits similaires	77 610 964	3 509 944	649 317			80 471 591
Fonds commercial	1 256 814	117 200				1 374 014
Autres immobilisations incorporelles	278 356	6 794				285 150
Immobilisations incorporelles en cours						
Avances, acomptes sur immo. incorporelles						
Amortissements et provisions	84 301 324	3 790 365	649 317			87 442 372

Valeurs nettes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Reclassements	Clôture
Frais d'établissement						
Frais de recherche et développement	262 566	-156 427				106 139
Concessions, brevets et droits similaires	7 165 797	884 213	3 949 332		3 629 210	7 729 887
Fonds commercial	686 000	-117 200				568 800
Autres immobilisations incorporelles	6 235	4 926				11 161
Immobilisations incorporelles en cours	7 952 416				-3 688 770	4 263 646
Avances, acomptes sur immo. incorporelles		20 160				20 160
Valeurs nettes	16 073 014	635 672	3 949 332		-59 560	12 699 794

Le reclassement de (60 k€) provient d'immobilisations classées « immobilisations incorporelles en cours » au 31/12/2021 alors qu'elles avaient une nature d'immobilisations corporelles et qui ont donc été reclassées lors de leur mise en service.

La variation des immobilisations corporelles est ci-dessous :

Valeurs brutes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Reclassements	Clôture
Terrains	15 532 635	3 750	430 278			15 106 107
Constructions	432 302 871	3 672 373	7 247 891		17 017 882	445 745 235
Installations techniques, matériel, outillage	279 767 195	25 878 653	28 102 282		9 710 051	287 253 617
Autres immobilisations corporelles	74 300 369	2 580 533	3 814 785		4 878 284	77 944 401
Immobilisations en cours	30 948 053	16 748 380			-31 277 966	16 418 467
Avances et acomptes	268 691	43 700			-268 691	43 700
Valeurs brutes	833 119 814	48 927 389	39 595 236		59 560	842 511 527

Amortissements et provisions	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Terrains	2 384 221	148 822	1 214			2 531 829
Constructions	292 257 273	18 334 767	6 288 798			304 303 242
Installations techniques, matériel, outillage	206 226 991	17 120 838	21 047 245			202 300 584
Autres immobilisations corporelles	60 620 466	5 956 001	3 776 214			62 800 253
Immobilisations en cours	1 368 033	112 858	1 368 033			112 858
Avances et acomptes						
Amortissements et provisions	562 856 984	41 673 286	32 481 504			572 048 766

Valeurs nettes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Terrains	13 148 414	-145 072	429 064			12 574 278
Constructions	140 045 598	-14 662 394	959 093		17 017 882	141 441 993
Installations techniques, matériel, outillage	73 540 204	8 757 815	7 055 037		9 710 051	84 953 033
Autres immobilisations corporelles	13 679 903	-3 375 468	38 571		4 878 284	15 144 148
Immobilisations en cours	29 580 020	16 635 522	-1 368 033		-31 277 966	16 305 609
Avances et acomptes	268 691	43 700			-268 691	43 700
Valeurs nettes	270 262 830	7 254 103	7 113 732		59 560	270 462 761

- Le montant des acquisitions de l'exercice s'élève à 48,93 M€ (48,28 M€ en 2021).
- Les immobilisations de valeur significative ont fait l'objet d'un enregistrement par composants et les durées d'amortissement sont adaptées afin de correspondre aux durées réelles d'utilisation des biens.
- Les contrats de location-financement ont été retraités conformément à la méthode prévue par le règlement ANC 2020-01, c'est à dire que l'immobilisation que le Groupe prend au titre d'un contrat de location-financement est comptabilisée dans l'actif immobilisé à sa juste valeur, avec inscription en contrepartie d'une dette financière.
Cet actif immobilisé est ensuite amorti selon les règles régissant l'amortissement des immobilisations, la dette est amortie selon l'échéancier déterminé à la mise en place du contrat et elle est calculée sur la base d'un taux d'intérêt effectif annuel constant sur le solde restant dû au passif au titre de chaque période.
Les immobilisations retraitées au titre des contrats de location-financement s'élèvent à 5,57 M€ en valeur nette comptable (7,50 M€ en 2021).
- Le fonds de commerce de Diagast SAS est provisionné à 100 % de sa valeur brute, soit 0,91 M€.

- L'incertitude quant au renouvellement de plusieurs droits d'occupation a conduit l'EFS à comptabiliser une provision pour dépréciation des agencements des constructions sur sol d'autrui pour 1,43 M€ en 2022 contre 1,38 M€ en 2021.

5.3 Immobilisations financières

La variation des immobilisations financières est ci-après :

Valeurs brutes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Titres de participations						
Actifs nets en cours de cession						
Participations par mises en équivalence						
Autres titres immobilisés	36 027					36 027
Prêts	22 268 695	1 560 496	920 681			22 908 510
Autres immobilisations financières	1 963 903	616 712	859 188			1 721 427
Créances rattachées à des participations						
Valeurs brutes	24 268 625	2 177 208	1 779 869			24 665 964

Provisions	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Titres de participations						
Actifs nets en cours de cession						
Participations par mises en équivalence						
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres immobilisations financières	4 692		300			4 392
Créances rattachées à des participations						
Provisions	4 692		300			4 392

Valeurs nettes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Titres de participations						
Actifs nets en cours de cession						
Participations par mises en équivalence						
Autres titres immobilisés	36 027					36 027
Prêts	22 268 695	1 560 496	920 681			22 908 510
Autres immobilisations financières	1 959 211	616 712	858 888			1 717 035
Créances rattachées à des participations						
Valeurs nettes	24 263 933	2 177 208	1 779 569			24 661 572

Les immobilisations financières représentent 24,66 M€ (24,26 M€ au 31 décembre 2021) regroupant les prêts et autres immobilisations financières :

- les prêts, d'un montant net de 22,91 M€ (22,27 M€ en 2021), correspondent pour l'essentiel, à des prêts consentis, au titre de l'effort de construction, à des organismes collecteurs ;
- les autres immobilisations financières correspondent à des dépôts et cautionnements versés, dont le montant net s'élève à 1,72 M€ contre 1,96 M€ en 2021.

5.4 Stocks et en-cours

Les stocks et en-cours sont évalués au coût de revient réel de production ou au coût unitaire moyen pondéré lorsqu'ils sont achetés à l'extérieur.

Les profits sur les stocks acquis auprès des sociétés du Groupe ont été éliminés. Les stocks du Groupe, pour leur valeur brute au 31 décembre 2022, se décomposent de la manière suivante :

Valeurs brutes	31/12/2022	31/12/2021
Matières premières, approvisionnements	41 545 132	37 609 840
En-cours de production de biens	13 707 293	10 955 688
Produits intermédiaires et finis	92 153 774	90 320 122
Marchandises	3 500 517	2 171 871
Valeurs brutes	150 906 716	141 057 521

Provisions	31/12/2022	31/12/2021
Matières premières, approvisionnements	818 687	656 449
En-cours de production de biens	4 723 081	4 175 343
Produits intermédiaires et finis	65 071 528	64 330 141
Marchandises	788 595	131 716
Provisions	71 401 891	69 293 649

Valeurs nettes	31/12/2022	31/12/2021
Matières premières, approvisionnements	40 726 445	36 953 391
En-cours de production de biens	8 984 212	6 780 345
Produits intermédiaires et finis	27 082 246	25 989 981
Marchandises	2 711 922	2 040 155
Valeurs nettes	79 504 825	71 763 872

Les valeurs inscrites à l'actif sont constituées majoritairement des stocks de l'EFS.

Les valeurs brutes des stocks :

- Le stock final net des consommables de l'EFS s'élève à 36,6 M€ contre 36,1 M€ en 2021 ;
- Le stock final net des encours de production de l'EFS s'élève à 6,6 M€ contre 4,9 M€ en 2021 ;
- Le stock net des produits intermédiaires et finis de l'EFS est en augmentation, à 25,1 M€ contre 24,4 M€ en 2021;

- Le stock de sang placentaire de l'EFS : le stock brut de sang placentaire atteint 65,8 M€ contre 65,1 M€ en 2021 ;
- Le stock net de sang placentaire de l'EFS est de 0 M€ (totalement déprécié) comme en 2021 ;
- Le stock des marchandises de l'EFS est de 0,6 M€ contre 0,5 M€ en 2021.

Les dépréciations des stocks :

- La dépréciation du stock de consommables de l'EFS a donné lieu à la constitution de provisions à hauteur de 0,8 M€ contre 0,6 M€ en 2021
- La dépréciation du stock des encours de l'EFS est de 4,5 M€ en 2022 comparé à 4,1 M€ en 2021
- La dépréciation du stock de produits finis a conduit à la constitution de provisions à hauteur de 65,0 M€ contre 64,3 M€ en 2021, dont une provision pour dépréciation du stock de sang placentaire (produits finis) pour 63,0 M€ contre 62,4 M€ en 2021
- Le taux de provisionnement global du stock de sang placentaire est de 100%, comme au 31/12/2021

5.5 Créances clients et autres créances

Valeurs brutes	31/12/2022	31/12/2021
Créances clients et comptes rattachés	183 699 744	171 530 387
Actifs d'impôts différés	178 515	355 940
Autres créances	36 288 988	53 295 624
Valeurs brutes	220 167 247	225 181 951
Provisions	31/12/2022	31/12/2021
Créances clients et comptes rattachés	2 034 783	1 950 466
Actifs d'impôts différés		
Autres créances	12 493 778	12 563 309
Provisions	14 528 561	14 513 775
Valeurs nettes	31/12/2022	31/12/2021
Créances clients et comptes rattachés	181 664 961	169 579 921
Actifs d'impôts différés	178 515	355 940
Autres créances	23 795 210	40 732 315
Valeurs nettes	205 638 686	210 668 176

Les créances clients sont comptabilisées sous déduction éventuelle des provisions constituées pour des créances dont le recouvrement apparaît incertain à hauteur du montant du risque financier évalué. Les créances clients s'élèvent au 31 décembre 2022, en valeur nette à 181,66 M€ (169,58 M€ en 2021). Les autres créances représentent 23,80 M€ (40,73 M€ en 2021).

5.6 Trésorerie

Ce poste comprend les comptes courants de banques et des actifs financiers de gestion de trésorerie à court terme (moins d'un an). Mobilisables et cessibles à tout moment, ils sont valorisés à leur valeur d'acquisition, les variations de valeur étant comptabilisées en résultat lors de leur cession.

5.7 Provisions pour risques et charges

Les provisions sont comptabilisées lorsque, à la clôture de l'exercice, le Groupe a une obligation à l'égard d'un tiers résultant d'un fait générateur passé et dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue.

La variation des provisions se présente comme suit :

En Euros	Ouverture	Dotations	Reprises	Reclassement	Autres variations	Clôture
Provisions pour risques	23 845 591	14 085 534	6 388 008			31 543 117
Provisions pour charges	123 368 034	57 582 792	51 565 455			129 385 371
Passifs d'impôts différés						
Provisions pour risques et charges	147 213 625	71 668 326	57 953 463	0	0	160 928 488

Provisions pour autres risques

Les provisions pour risques d'un montant total de 31,54 M€ au 31 décembre 2022 (23,85 M€ au 31 décembre 2021) concernent essentiellement la provision pour litiges, la provision pour contentieux Tiers Payeurs (EFS) d'un montant de 3,5 M€ contre 3,8 M€ en 2021 et la provision pour Pôle Emploi de l'EFS. Celle-ci s'établit à 11,7 M€ contre 9,0 M€ en 2021.

Provisions pour charges

Les provisions pour charges d'un montant de 129,39 M€ au 31 décembre 2022 concernent essentiellement les provisions pour indemnités de fin de carrière pour 66,27 M€ (64,29 M€ au 31/12/2021), la provision pour régularisation de la TVA sur les immobilisations pour 13,9 M€ (16,4 M€ au 31/12/2021 - Cf. § 2.4.6), et les comptes épargne temps (CET) des salariés pour 44,1 M€ (41,3 M€ au 31/12/2021).

5.8 Emprunts et dettes financières

Tous les emprunts et dettes financières sont souscrits en euros.

Variation des emprunts et dettes financières :

En euros	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Clôture
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	20 345 504	12 606	2 175 907	18 182 203
Emprunts et dettes financières divers	789 071	3 220	665 277	127 014
Emprunt en crédit-bail	5 635 079	744 862	2 689 019	3 690 922
Total	26 769 654	760 688	5 530 203	22 000 139

Nature et échéance des emprunts et dettes financières :

En euros	31/12/2022	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts auprès des établissements de crédit	18 182 203	2 179 313	10 217 878	5 785 012
Emprunts et dettes financières divers	127 014	31 487	95 527	
Dettes de crédit-bail	3 690 922	1 187 662	2 503 260	
Total	22 000 139	3 398 462	12 816 665	5 785 012

5.9 Autres passifs à court terme

En euros	31/12/2021	31/12/2022	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	100 723 946	100 410 455	98 813 613	1 569 391	27 451
Dettes fiscales et sociales	52 347 311	48 040 650	45 943 942	1 928 636	168 072
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	20 617 787	18 247 480	17 548 316	44 320	654 844
Autres dettes	1 375 620	2 157 439	2 044 542	112 692	205
Comptes de régularisation	16 905 037	17 399 491	5 127 200	12 272 291	
Total	191 969 701	186 255 515	169 477 613	15 927 330	850 572

Il s'agit des dettes d'exploitation évaluées à leur valeur nominale étant donné leur caractère à court terme. Les dettes sur les achats de biens et de services s'élèvent à 100,41 M€ (100,72 M€ en 2021). Les dettes sur les achats d'immobilisations s'élèvent à 18,25 M€ contre 20,62 M€ en 2021.

5.10 Produits constatés d'avance

Les subventions d'investissement enregistrées selon le PCG dans les capitaux propres lors de leur octroi sont rapportées au compte de résultat sur la durée des amortissements des immobilisations subventionnées.

Dans les comptes consolidés, ces subventions nettes sont reclassées en « produits constatés d'avance » car elles sont considérées comme un produit qui est à rattacher aux résultats des exercices futurs. Elles s'élèvent à 11,53 M€ au 31 décembre 2022 (13,63 M€ en 2021).

6 NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

6.1 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 911,52 M€ (909,17 M€ en 2021) dont 872,86 M€ pour l'EFS et 38,65 M€ pour Diagast et sa filiale. Le chiffre d'affaires interne réalisé entre l'EFS, Diagast et ses filiales a été éliminé pour 8,10 M€ (8,11 M€ en 2021).

Le chiffre d'affaires externe réalisé se décompose comme suit :

	En millions d'euros	
	31/12/2022	31/12/2021
<u>Par marché géographique :</u>		
- France	874,87	877,95
- Export	36,65	31,22
	<u>911,52</u>	<u>909,17</u>
<u>Par type d'activités :</u>		
- Ventes de biens	729,33	728,16
- Prestations de services	182,19	181,01
	<u>911,52</u>	<u>909,17</u>

6.2 Autres produits

Les autres produits au 31/12/2022 comprennent :

- 4,69 M€ de produits de cessions d'immobilisations (8,18 M€ en 2021)
- 2,70 M€ de quote-part de subventions virées en résultat (2,33 M€ en 2021)

6.3 Autres provisions et charges d'exploitation

Les autres provisions et charges d'exploitation au 31/12/2022 comprennent :

- 12,47 M€ de valeur nette comptable des immobilisations cédées et mises au rebut (1,40 M€ en 2021)
- 0,28 M€ de dotations aux dépréciations des immobilisations (0,31 M€ en 2021)
- les dotations aux dépréciations sur actifs circulants (stocks et créances clients), pour un montant de 70,91 M€ (69,58 M€ en 2021).

6.4 Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation s'élève à -50,90 M€ (+3,16 M€ en 2021).

Il tient compte des éléments suivants :

- l'élimination des achats et ventes internes au groupe (7,53 M€) ;
- l'annulation des redevances au titre des contrats de location-financement (2,81 M€) ;
- la comptabilisation des dotations aux amortissements des immobilisations prises au titre des contrats de location-financement (2,67 M€).

Le montant des transferts de charges d'exploitation qui s'élève à 2,43 M€ dont 2,41 M€ pour l'EFS.

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes au titre du contrôle légal des comptes s'élève pour l'exercice à 0,204 M€ pour l'EFS, 0,058 M€ pour DIAGAST.

6.5 Résultat financier

Le résultat financier s'élève à +0,20 M€ (+0,51 M€ en 2021).

Il tient compte essentiellement des éléments suivants :

- les intérêts moratoires sur créances (+0,99 M€) ;
- les intérêts sur emprunts et charges bancaires (- 0,28 M€)
- une dotation nette aux provisions pour intérêts moratoires (-0,46 M€)
- des gains et pertes de change pour (-0,05 M€)

6.6 Impôts sur les bénéfices

- Le montant de la charge d'impôt sur le bénéfice de l'exercice de – 0,9 M€ concerne essentiellement :
 - les crédits d'impôts en faveur de la recherche pour -2,84 M€ dont -2,35 M€ pour l'EFS ;
 - -0,06 M€ concernant le crédit d'impôt famille
 - Des redressements sur exercices antérieurs pour 2,23 M€
 - et 0,18 M€ d'impôt différé
- Les impôts différés actifs figurant au bilan pour 0,18 M€ sont dus uniquement aux différences temporelles d'imposition de la société Diagast SAS.

Les impôts différés de l'EFS ne sont pas inscrits à l'actif du bilan consolidé du fait de l'appréciation jugée non suffisante des résultats bénéficiaires prévisionnels à moyen terme. Cette option est justifiée par le montant des reports déficitaires restant à imputer (81,12 M€) relativement aux différences temporaires d'imposition (appréciation du management de l'EFS sur les hypothèses d'imputation ultérieure de cette créance sur l'impôt exigible).

6.7 Résultat net consolidé

Le résultat net consolidé de l'exercice 2022 est une perte de -50,15 M€ (contre un bénéfice de 7,22 M€ en 2021), après comptabilisation du produit net d'impôt de +0,9 M€ (Cf. § 6.6)

7 AUTRES INFORMATIONS

7.1 Engagements hors bilan

- Les principaux engagements donnés sont les suivants :

En euros	31/12/2022
Engagements de retraite non comptabilisés en provisions	3 650 000
Promesse d'hypothèque immobilière	8 000 000
TOTAL	11 650 000

- Les principaux engagements reçus sont les suivants :

Nature	En millions d'euros	
	31/12/2022	31/12/2021
Cautions bancaires sur marchés de travaux	1,59	2,15

7.2 Effectifs Groupe EFS

L'effectif du groupe au 31/12/2022 se répartit de la manière suivante :

Catégories de personnel	Effectif EFS	Effectif DIAGAST et IBERICA	Effectif total Groupe au 31/12/2022	Effectif total Groupe au 31/12/2021
Cadres	2 250	119	2 369	6 970
Agents de maîtrise et techniciens	6 418	82	6 500	1 346
Employés	466	34	500	986
TOTAL	9 134	235	9 369	9 302

Droits individuels à la formation :

Depuis le 1^{er} janvier 2015, le Compte Personnel de Formation (CPF) remplace le droit individuel à la formation.

7.3 Evénements postérieurs à la clôture :

Néant